

Convention collective

IDCC : **9191 | EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE, D'ÉLEVAGE, ET DE CULTURES SPÉCIALISÉES ET CUMA**

**(Corrèze)**

**(24 mai 1967)**

(Étendue par arrêté du 18 juillet 1968,

Journal officiel du 24 août 1968)

**Avenant n° 151 du 6 mars 2020**  
relatif aux congés pour événements familiaux

NOR : AGRS2097176M

IDCC : 9191

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Corrèze ;**

**Fédération départementale des CUMA de la Corrèze,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération des employés et cadres syndicats FO de la Corrèze ;**

**Syndicat général agro-alimentaire CFDT du Limousin ;**

**SNCEA CFE-CGC ;**

**FNAF CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 36 de la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles de polyculture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés et les CUMA de la Corrèze du 24 mai 1967 est modifié comme suit :

**« Article 36 | Congés pour événements familiaux**

Tout salarié a droit à un congé de 3 jours, indépendant des congés annuels payés, à l'occasion de chaque naissance ou adoption survenue à son foyer.

En dehors des congés annuels, des congés exceptionnels sont accordés dans les conditions suivantes :

- mariage ou Pacs du salarié : 4 jours ;
- mariage d'un enfant : 2 jours ;
- décès du conjoint, du partenaire Pacs ou du concubin : 3 jours ;

- décès d'un enfant : 5 jours ;
- décès d'un descendant autre que fils ou fille : 1 jour ;
- décès du père ou de la mère, de la belle-mère ou du beau-père, d'un frère ou d'une sœur : 3 jours ;
- annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant : 2 jours.

Ces jours d'absence devront être pris au moment des événements en cause et n'entraîneront pas de réduction de la rémunération. Ils seront assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination du congé annuel.

Les salariées justifiant d'une ancienneté de 1 an bénéficient de 5 jours de congé par année civile, quel que soit le nombre d'enfants, en cas d'hospitalisation d'un enfant à charge de moins de 16 ans. Ces absences peuvent être fractionnées et donnent lieu au maintien de la rémunération. Le salarié justifie de l'absence pour hospitalisation d'un enfant par la production d'un certificat médical d'hospitalisation à l'issue de la (ou des) période(s) d'absence(s).

Les salariées justifiant d'une ancienneté de 1 an bénéficient de 1 jour de congé par année civile, quel que soit le nombre d'enfants, en cas de maladie d'un enfant à charge de moins de 16 ans. Cette journée d'absence peut être fractionnée par demi-journée et donne lieu au maintien de la rémunération. Le salarié justifie de l'absence pour maladie d'un enfant par la production d'un certificat médical à l'issue de la (ou des) période(s) d'absence(s).

Cette clause fera l'objet d'une révision au début de l'année 2022. »

## Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du mois suivant son extension.

## Article 3

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité départementale DIRECCTE de la Corrèze.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-26 et suivants du code du travail.

*Fait à Tulle, le 6 mars 2020.*

(Suivent les signatures.)